

4355

COMITE PERMANENT INTER ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

L'ENDETTEMENT

CILSS



EXTERIEUR

DES PAYS

DU CILSS

MARS 1988

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE
DANS LE SAHEL

C.I.L.S.S.

L'ENDETTEMENT EXTERIEUR DES PAYS DU C.I.L.S.S.

Le présent document, produit dans le cadre du projet d'Assistance Technique Italienne (ATI) au Secrétariat Exécutif du CILSS, a été rédigé par le Professeur Virgilio MONALDI (Rome-Italie) en collaboration avec le Service de Planification et de Statistique de la Direction des Etudes et de la Planification du CILSS et l'équipe Italienne d'Assistance Technique au Secrétariat Exécutif du CILSS.

Mars 1988

TABLE DES MATIERES

NOTE LIMINAIRE	7
VOLUME ET COMPOSITION DE LA DETTE	8
LES TENDANCES A LONG-TERME	11
LE COUT COURANT DE LA DETTE	11
REMBOURSEMENT DE CAPITAL	12
LE SERVICE DE LA DETTE ET LES PROBLEMES A COURT-TERME	13
SERVICE DE LA DETTE, TERMES DE L'ECHANGE ET POUVOIR D'ACHAT DES EXPORTATIONS	14
CONCLUSION	15

NOTE LIMINAIRE

L'endettement extérieur des neuf pays membres du CILSS, qui s'élevait à 9,5 milliards de dollars américains à la fin de l'année 1985, représentait moins de 1 pour-cent de la dette totale des pays en voie de développement et 11 pour-cent de la dette totale des pays africains au sud du Sahara.

Par rapport aux principaux débiteurs du Tiers Monde, l'endettement des pays membres du CILSS apparaît donc comme négligeable. Aussi les quatre principaux débiteurs mondiaux (Brésil, Argentine, Venezuela, Mexique) à la même date (fin 1985), totalisent 200 milliards de \$.

Il est donc compréhensible que l'endettement Sahélien ne passe pas au premier plan de l'actualité financière.

Pourtant la situation des pays sahéliens est loin d'être enviable, si l'on tient compte des effets pervers de la sécheresse et de la désertification, du niveau très faible de leur PNB par habitant et de leurs potentialités limitées d'exportation.

Aussi, lorsqu'on passe des chiffres absolus aux montants relatifs, il n'est pas étonnant de constater que la dette extérieure par habitant de la Mauritanie (872,6 \$) dépasse celle du Brésil (560 \$).

La situation s'aggrave encore lorsque l'on compare la dette au montant des ressources : alors que la dette des gros débiteurs Latino-américains ne dépasse pas 30 pour-cent du PNB, elle atteint en moyenne 120 pour-cent du PNB au Sahel.

Au cours des dernières années, la crise d'endettement des pays sahéliens a nécessité des opérations d'ajustement structurel et/ou de rééchelonnements.

Le poids de la dette ayant atteint un niveau très critique, une solution durable au problème posé s'avère indispensable, pour permettre aux états sahéliens de pouvoir relancer les bases d'un développement auto-entretenu.

La 8ème Conférence des chefs d'Etat des pays membres du CILSS, dans son communiqué final n'a-t-elle pas considéré le problème posé par l'endettement des pays du Sahel comme étant aussi pernicieux que la sécheresse et la désertification.

Notre espoir, notre souhait, est qu'un tel document puisse permettre de mieux comprendre la réalité des Etats membres, et faciliter la recherche de la solution optimale. La structure de la dette sahélienne (87 pour-cent dette à long terme en grande partie publique, 7 pour-cent dette à court terme et 6 pour-cent tirages auprès du FMI) milite en faveur d'une solution tendant à la réduction voire la suppression de cette ponction financière sans mesure avec les ressources des Etats concernés.

BRAH Mahamane
Secrétaire Exécutif / CILSS

VOLUME ET COMPOSITION

A la fin de 1985, la dette totale (1) des pays sahéliens (inclus les montants engagés mais pas encore versés) était de 9,5 milliards de dollars, ce qui correspond à 256 dollars, par habitant et 120 pour cent du PNB. (En considérant seulement la partie versée ces mêmes rapports deviennent 212 et 99 respectivement). (Voir tableau 1).

TABLEAU 1

ENSEMBLE DU SAHEL : VOLUME DE LA DETTE ET RATIOS CARACTERISTIQUES

	1983	1984	1985	Variations (%)	
				1984/1983	1985/1984
1. DETTE TOTALE (millions \$) (inclus la partie non versée)	7900	8250	9477	4,4	+14,9
2. DETTE TOTALE (millions \$) (montants versés)	6159	6624	7836	+7,5	+18,3
3. DETTE PAR HABITANT (\$)	225	229	256	+1,8	+11,2
4. DETTE EN % DU PNB	98	112	120		
POUR MEMOIRE :					
5. POPULATION (000)	35175	36054	36970		
6. PNB (millions \$)	8034	7346	7921		

Par rapport à l'année précédente (1984), l'augmentation de la dette a été de 15,0 pour-cent contre 4,4 pour-cent entre 1983 et 1984. Si on tient compte de l'effet de la dépréciation du dollar sur la dette contractée en d'autres monnaies (mark, yen, franc, livre sterling, etc.), l'augmentation réelle peut être ramenée aux environs de 7 pour-cent (1).

1) Selon l'OCDE, l'incidence des variations de taux de change sur l'endettement à long-terme des pays à faible revenu a été de 9 pour-cent. En ce qui concerne le Sahel, il s'agit d'une valeur très proche de celui-ci. (Naturellement, les effets des variations des taux de change sur le montant de la dette, ainsi que sur le service de la dette dépendent des monnaies entrant en ligne de compte).

Evidemment, pour les différents pays du Sahel, la situation est loin d'être uniforme. A côté des pays faiblement endettés comme le Cap-Vert et le Tchad, on peut trouver des pays comme la Mauritanie et le Mali où les rapports dette/population et dette/PNB ont atteint des niveaux très élevés, soit en valeur absolue, soit par rapport à l'ensemble de l'Afrique ou des autres pays les plus endettés du monde (2).

Finalement, il y a des pays où l'endettement en pourcentage du PNB est très élevé par rapport à la valeur de la dette par habitant (Guinée-Bissau) et d'autres où on trouve exactement la situation opposée (Sénégal). (Voir tableau 2)

En ce qui concerne la structure de la dette en 1985, dans le tableau 3 on peut voir qu'environ 87 pour-cent du total de la dette étaient à long terme (en grande partie publique), un peu plus de 7 pour-cent de la dette étaient à court terme, tandis que les 6 pour-cent restant étaient représentés par les tirages auprès du FMI. Cette répartition a subi peu de variations au cours des trois années étudiées. On peut toutefois remarquer, à titre de comparaison, que le pourcentage de la dette à court terme est beaucoup plus faible au Sahel que pour l'ensemble du continent africain (à l'exclusion des pays au Nord du Sahara). Ceci a des conséquences positives en terme de service de la dette.

Pour tous les pays du CILSS, la dette à long-terme constitue une partie extrêmement importante de la dette totale. Le tableau 4 nous montre qu'en 1985 le pourcentage le plus faible est proche de 77 pour-cent du total (Gambie), tandis que pour la majorité des autres pays ce pourcentage est compris entre 85 et 95 pour-cent. Par contre, la proportion des dettes à court terme est beaucoup plus variable, si l'on compare d'un pays à l'autre ou si on se rapporte au début des années 80.

2) En 1985, les valeurs ont été les suivantes :

A) Afrique au sud du Sahara

Dette/Pop. = 200 \$
Dette/PNB = 55 %

B) Pays les plus endettés

Dette/Pop. = 831 \$
Dette/PNB = 60 %

Presque deux tiers de la dette publique et privée à garantie publique pour l'ensemble du Sahel, bénéficient de conditions libérales (voir tableau 5). Toutefois, cette moyenne masque des différences très importantes entre les pays qui ont accès aux marchés financiers étrangers comme le Sénégal et/ou le Niger (moins de 50 pour-cent du total) d'un côté, le Mali de l'autre pour lequel la quasi totalité des courants financiers est à conditions libérales.

Finalement, si l'on considère la structure de la dette par catégorie de créanciers (tableau 6), il ressort que la part des pays de l'OCDE se situe au delà de 40 pour-cent (dont 10 pour-cent de l'APD) tandis que les autres créanciers mis ensemble (pays de l'OPEP, CAEM et autres pays non-OCDE) représentent un quart de la dette totale.

Le pourcentage de la dette née des prêts consentis par les institutions multilatérales, surtout à des conditions de faveur est marginalement plus élevé. Comme toujours, de fortes différences existent à l'intérieur des pays du CILSS.

A côté des pays comme le Niger et le Sénégal où le rôle des marchés de capitaux de l'OCDE est prépondérant, d'autres comme le Mali ont dépendu lourdement des courants financiers en provenance des pays de l'Est. Enfin, plus de la moitié de la dette du Burkina-Faso et du Tchad trouve son origine dans les prêts des agences multilatérales (essentiellement à des conditions libérales).

Une autre vision de la structure de la dette par bailleurs est exposée au tableau 7 construit d'après les chiffres de la Banque Mondiale. On peut ainsi voir que les créiteurs publics constituent la source la plus importante de l'endettement des pays du CILSS. A l'intérieur de cette catégorie et à l'exception du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, ce sont les institutions multilatérales qui jouent le rôle le plus significatif. En ce qui concerne, finalement, la répartition entre crédits fournisseurs et marchés financiers, ce sont les derniers qui revêtent une plus grande importance (sauf le Tchad).

LES TENDANCES A LONG TERME

En comparant la période 1980-85 à 1975-80 (tableau 8), on peut constater que le taux de croissance de l'endettement extérieur des pays du CILSS s'est ralenti considérablement. Un pays, le Tchad, a même enregistré une diminution en valeur absolue. Pourtant, le volume de la dette, à l'exception de ce pays, n'en a pas moins continué de s'accroître en valeur nominale (1) et surtout, par rapport à la croissance des économies nationales, des populations et des exportations (tableau 9).

Parallèlement, le taux de croissance du service de la dette, tout en restant en dessous de celui de l'endettement, a subi la même tendance (2). Il faut cependant remarquer que la forte baisse de l'accroissement du service de la dette durant la période 1980-85 au Sénégal(3), au Niger et au Burkina Faso est due principalement aux plusieurs restructurations entre 1981 et 1985. Par contre, le service de la dette des autres pays, et notamment le Mali, le Burkina Faso et la Mauritanie, a manifesté une claire tendance à la hausse due surtout aux rééchelonnements précédents.

Si l'on rapporte le service de la dette à la dette totale en cours, on constate que pour la majorité des pays du CILSS la charge relative du service de dette a nettement diminué entre 1975 et 1985. Cependant, si on se réfère aux trois dernières années de la période examinée, la tendance à la baisse s'est non seulement arrêtée mais a même été inversée (tableau 10).

LE COUT COURANT DE LA DETTE

Du point de vue économique, l'indicateur pertinent pour une gestion saine de la dette est le service de la dette, déterminé par la composition et les conditions de l'encours.

1) L'accroissement nominal, mise à part le sus-mentionné effet de dépréciation du dollar, tient compte, aussi des améliorations apportées par plusieurs pays à la structure de leur dette globale, en transformant un endettement à court terme en une dette à plus long terme (comme montré dans le tableau 4).

2) Toutefois, avec une diminution plus spectaculaire.

3) Le service de la dette de ce pays représentait en 1980 plus de 63 pour-cent du total.

En effet, les chiffres indiquant le volume global de la dette n'offrent qu'un intérêt limité pour l'analyse économique.

Toutefois, même en ce qui concerne le service de la dette, il est toujours nécessaire de distinguer le coût courant (intérêt) et l'amortissement (remboursement du principal).

Le service de la dette incombant aux pays du CILSS consistait, en 1985, pour 40 pour-cent en paiement d'intérêts (voir tableau 11) avec une tendance constante à la diminution à partir de 1983.

Toujours en 1985, ceux-ci ont représenté en moyenne quelque 2,0 pour-cent de l'encours de la dette, un peu moins qu'aux deux années précédentes à cause principalement d'une baisse générale des taux d'intérêt (voir tableau 12). Il s'agit là de chiffres moyens qui masquent certaines différences soit entre les différentes catégories de dettes soit entre les pays. Cependant, en ce qui concerne les pays, on peut noter que les intérêts dus sur l'encours de la dette sont très bas, surtout si on les considère dans le contexte de l'inflation (1). Normalement, ils ne devraient pas créer des difficultés sur le plan du service de la dette, puisque les investissements devraient entraîner une accumulation des ressources suffisantes pour permettre leur paiement (2).

REMBOURSEMENT DE CAPITAL

Environ 60 pour-cent du service de la dette assumée par l'ensemble des pays du CILSS correspondent à des remboursements de capital. Comme indiqué tableau 13, ceux-ci constituent 3,0 pour-cent de l'encours total de la dette (en 1985) et ont subi une augmentation constante à partir de 1983, tout en restant à des niveaux inférieurs aux années 1975 et 1980.

1) Seuls le Niger et, pour l'année 1984, le Cap Vert montrent des pourcentages relativement plus élevés par rapport à la moyenne.

2) Evidemment un changement remarquable se produit lorsque les intérêts sur la dette à court terme entrent en ligne de compte. Cependant, du point de vue de l'analyse économique, il ne serait pas correct de les considérer au même temps que les autres charges courantes, s'agissant surtout d'intérêts "vis-à-vis" du système bancaire qui n'affectent pas directement la capacité de remboursement à long terme.

Seuls le Niger et le Sénégal en partie se situent bien au dessus de la moyenne, spécialement lorsque l'amortissement de la dette privée non-garantie est pris en considération. Il est difficile d'interpréter ce chiffre car il résulte de la combinaison de plusieurs éléments : délai de remboursement, taux d'accroissement des apports de capitaux et échéancier de la dette. Toutefois, si on le compare à l'ensemble de l'Afrique (7,6 pour-cent), la valeur de 3,0 pour-cent représente un pourcentage très modéré (tableau 13).

LE COEFFICIENT DU SERVICE DE LA DETTE ET LES PROBLEMES A COURT TERME

Le service de la dette représente, une obligation contractuelle. Le rapport entre celui-ci et les recettes d'exportations de biens et services constitue sans aucun doute l'indicateur d'endettement le plus pertinent.

Même s'il n'existe pas un niveau critique au-delà duquel on puisse s'attendre à un défaut de paiement, le coefficient du service de la dette est utile pour mettre en évidence les difficultés à court terme dans la balance des paiements.

Dans le tableau 15, les coefficients du service de la dette ont été calculés pour les années 1975-1985. Comme on peut le voir, tous les pays ont connu une augmentation de la charge du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services, spécialement pendant les trois dernières années (1). C'est à dire, les réserves disponibles pour les importations, généralement exprimées en couverture de nombre de mois d'importations, ont diminué. A cela, il faut ajouter que certains pays, et notamment le Sénégal et la Gambie ont un niveau de réserves très bas, ce qui pourrait augmenter leur vulnérabilité dans l'éventualité d'une chute imprévue des exportations (voir tableau 16) (2). Le Niger, par contre, et dans une certaine mesure le Burkina Faso, quoi-

1) Les valeurs fournies par l'OCDE montrent non seulement une plus forte incidence du service de la dette sur les exportations mais aussi une progression plus rapide.

2) Pour le Sénégal le problème risque de s'aggraver à cause d'un échéancier de la dette beaucoup plus défavorable.

que leurs coefficients du service de la dette soient de taille plus importante, peuvent disposer de réserves suffisantes pour couvrir entre 4 et 6 mois des importations qui leur seraient ultérieurement nécessaires.

SERVICE DE LA DETTE, TERMES DE L'ÉCHANGE ET POUVOIRS D'ACHAT DES EXPORTATIONS

Une analyse "utile" qui aide à placer l'endettement extérieur et les problèmes posés par le service de la dette dans un contexte économique élargi est celle qui met en relation l'évolution plus appropriée de la variable financière "service de la dette" avec les variables réelles "pouvoir d'achat des exportations" dans le contexte de la balance des paiements.

En effet, une grande partie des problèmes qualifiés de "problèmes de la dette" sont au fond des problèmes de balance des paiements que l'on associe souvent de façon plus ou moins arbitraire aux paiements effectués au titre du service de la dette.

C'est ainsi, que d'après le tableau 17, la baisse soit des termes de l'échange et soit des quantités exportées a entraîné, dans plusieurs pays, une évolution très peu satisfaisante du pouvoir d'achat des exportations (1), ce qui a obligé ces mêmes pays à réduire les importations pour éviter l'accroissement du déficit de la balance commerciale (ainsi que des comptes courants). C'est le cas, notamment, du Niger, du Burkina-Faso et du Mali.

Par contre, d'autres pays comme la Mauritanie, et, dans une certaine mesure, le Sénégal, ont réussi à améliorer le pouvoir d'achat des exportations au cours des trois dernières années en dépit d'une tendance défavorable des termes de l'échange.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, la tendance à l'accroissement du service de la dette (déflationné avec l'indice des prix à l'importation) a été beaucoup plus forte et significative.

1) Le pouvoir d'achat des exportations est égal à l'indice de la valeur des exportations divisé par l'indice des prix à l'importation.

Par conséquent, en dépit de l'adoption de certaines mesures consistant, comme par exemple, à la réduction des importations non prioritaires et/ou le recours à une proportion toujours plus grande des ressources extérieures bénéficiant des conditions libérales, (voir tableau 18), les paiements au titre du service de la dette constituent une charge fixe et dans certains cas une charge croissante, sur la capacité d'importation des pays du CILSS (1).

1) Comme les nombreuses opérations de rééchelonnement de la dette l'ont bien démontré.

CONCLUSION

Sur la base de ce qui précède on peut essayer de tirer un certain nombre de conclusions :

a) L'augmentation de la dette des pays du CILSS pendant les dernières années n'a pas été accompagnée d'une croissance correspondante de leurs économies, comme démontré par l'évolution des rapports entre encours de la dette et produit national brut.

b) Les problèmes posés aux emprunteurs face à leurs obligations contractuelles au titre du service de la dette dépendent surtout de la rentabilité économique et financière des programmes d'investissement financés par l'aide extérieure. Malheureusement, un grand nombre de projets ont été des échecs, ou dans le meilleur des cas, n'ont eu que de faibles rendements.

c) La faible croissance du volume des exportations et une certaine tendance à la détérioration des termes de l'échange, ont affecté négativement la capacité d'importation de ces pays et les ont obligés à demander, à plusieurs reprises, un rééchelonnement de leur dette.

d) Faute d'améliorations importantes soit dans la proportion de dépenses d'investissement financées par les ressources extérieures (1), soit dans le type de projet à financer, en favorisant surtout ceux qui possèdent une rentabilité financière (et pas seulement économique) élevée, et soit, finalement, dans la part des avantages des emprunts qui se traduisent directement par des gains en devises (2), les pays du CILSS auront toujours à faire face aux mêmes problèmes de remboursement, avec des conséquences négatives sur leur capacité de croissance.

e) Considérant que l'endettement par habitant en 1985 atteignait 256 \$ et que l'aide reçue durant la même période était seulement de 44 \$ par habitant, on peut en conclure qu'une augmentation de l'aide publique serait très souhaitable.

Cette aide permettrait une simplification et une rationalisation de la gestion de la dette extérieure et apporterait une amélioration importante de certains indicateurs de la dette extérieure des pays du CILSS.

1) Le service de la dette peut poser des véritables problèmes lorsque les ressources extérieures servent à financer des dépenses de consommation (en remplacement de l'épargne nationale ou pour couvrir les besoins d'importation) plutôt que des dépenses d'investissements.

2) Il s'agit du problème classique du "transfert". Dans la pratique il se peut que:

- soit une part trop faible des avantages qu'apporte le financement externe prenne directement la forme d'entrée de devises,
- soit que le pays débiteur soit incapable de restructurer son économie pour s'assurer des entrées suffisantes en devises par le biais des exportations.

TABLEAU 2

SITUATION ACTUELLE DE LA DETTE TOTALE EXTERIEURE DEBOURSEE DES PAYS DU CILSS
ET SON EVOLUTION RECENTE, 1983-1985

PAYS	Dettes totale déboursée			Dettes par habitant			Dettes en % du PNB			pour mémoire	
	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985	Populat.	Année 1985
	(Millions \$ US)			(\$ US)			(%)			(000)	(Mil. \$ US)
BURKINA FASO	419,6	430,2	539,3	56,0	56,0	68,4	38,2	43,1	50,4	7885	1070
CAP-VERT	68,4	73,1	91,6	21,7	22,8	28,0	53,6	56,6	67,8	327	135
GAMBIE	212,1	228,4	233,6	30,3	31,8	31,6	103,9	116,1	155,7	737	150
GUINEE-BISSAU	194,8	214,0	254,8	22,8	24,6	28,7	119,5	164,6	190,1	886	134
MALI	1008,1	1276,8	1469,8	140,5	173,9	195,7	91,3	119,8	129,4	7511	1135
MAURITANIE	1289,9	1316,9	1477,3	791,8	793,8	872,6	174,2	193,9	230,1	1693	642
NIGER	911,5	938,3	1154,5	150,4	151,2	180,6	53,6	68,5	75,0	6391	1538
SENEGAL	1896,4	2000,9	2453,9	353,3	313,8	374,2	80,9	91,7	101,5	6558	2417
TCHAD	158,5	145,4	161,3	33,2	29,8	32,4	28,5	24,2	23,0	4982	(700) 1
TOTAL SAHEL	6159,3	6624,0	7836,1	174,8	183,7	212,0	76,7	90,2	98,9	35970	7921

SOURCES : Banque Mondiale ; World Debt Tables - 1986-87

1) Estimation Banque Mondiale, 1986

TABLEAU 3

COMPOSITION DE LA DETTE EXTERIEURE TOTALE DES PAYS DU CILSS

INDICATEURS	ENSEMBLE SAHEL				Pays au Sud de l'Afrique au Sud du Sahara				Pays les plus endettés (1)						
	1985 (Mil. \$ US)	En pourcentage dette totale			1985 (Mil. \$ US)	En pourcentage dette totale			1985 (Mil. \$ US)	En pourcentage dette totale					
		1983	1984			1985	1983	1984		1985	1983	1984		1985	
1. DETTE A LONG TERME	6815,3	87,0	88,2	86,9	67979,2	79,9	79,3	79,4	367570,1	79,2	81,9	82,7			
secteur public	6604,0	83,8	85,6	84,2	65099,1	75,4	74,6	76,0	304276,1	60,1	64,0	68,4			
privée non garantie	211,1	3,1	2,6	2,7	2880,1	4,5	4,6	3,4	63294,0	19,1	17,8	14,2			
2. RECOURS CREDIT FMI	457,9	5,7	5,6	5,9	6008,3	6,6	6,7	7,0	18304,5	2,9	3,4	4,1			
3. DETTE A COURT TERME	562,3	7,2	6,1	7,1	11603,3	13,4	13,9	13,6	58486,0	17,7	14,6	13,1			
TOTAL DETTE EXTERIEURE	7835,5	100,0	100,0	100,0	85530,8	100,0	100,0	100,0	444361,0	100,0	100,0	100,0			

SOURCE : Banque Mondiale, - World Debt Tables, 1986-87

(1) Il s'agit des pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Jamaïque, Mexique, Nigéria, Peru, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie.

TABLEAU 4

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA DETTE DE CHAQUE PAYS DU CILSS
EN POURCENTAGE

PAYS	Dette à long-terme				recours aux crédits du FMI				dettes à court terme			
	1980	1983	1984	1985	1980	1983	1984	1985	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	89,5	93,6	93,9	92,0	-	-	-	-	10,5	6,4	6,1	8,0
CAP-VERT	100,0	100,0	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-
GAMBIE	77,7	75,9	70,0	76,8	5,5	13,2	11,8	11,6	16,8	10,9	18,2	11,6
GUINEE-BISSEAU	95,9	81,4	76,6	85,3	1,1	1,2	1,7	1,2	3,0	17,4	21,7	13,5
MALI	95,4	93,5	90,3	90,3	1,5	4,6	5,0	5,5	3,1	1,9	4,7	4,2
MAURITANIE	89,2	90,4	91,4	92,3	4,1	3,2	2,3	2,0	6,7	6,4	6,3	5,7
NIGER	81,6	89,3	88,8	85,7	-	3,6	4,7	5,8	18,4	7,1	6,5	8,5
SENEGAL	75,4	79,5	77,0	81,6	7,6	10,4	10,0	9,8	17,0	10,1	13,0	8,6
TCHAD	94,2	93,4	96,3	92,7	3,4	4,7	3,0	5,4	2,4	1,9	0,7	1,9
TOTAL SAHEL	84,9	87,0	88,2	86,9	3,5	5,7	5,6	5,9	11,6	7,2	6,1	7,1

SOURCE : Banque Mondiale, World Debt Tables, 1986-87.

TABLEAU 5

EVOLUTION DE LA DETTE A CONDITIONS LIBERALES
(en pourcentage de la dette déboursée publique et privée
avec une garantie publique

	1975	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	83,8	80,1	72,6	74,7	76,6
CAP-VERT	100,0	97,6	51,0	60,0	68,1
GAMBIE	98,9	72,6	72,4	73,3	76,1
GUINEE-BISSEAU	24,8	67,0	73,9	80,0	74,5
MALI	94,2	92,2	92,7	94,4	94,8
MAURITANIE	77,5	70,6	67,8	68,9	66,6
NIGER	84,1	44,1	44,7	46,6	48,2
SENEGAL	43,5	38,7	46,4	50,5	45,1
TCHAD	51,7	54,2	61,2	62,0	66,6
TOTAL SAHEL	72,6	63,1	63,5	63,1	63,3

SOURCE : BANQUE MONDIALE, - WORLD DEBT TABLES - 1986 - 1987

TABLEAU 6

STRUCTURE DE LA DETTE PAR BAILLEURS A FIN 1985 (1)
(en pourcentage de la dette totale)

	BURKINA F.	GAMBIE	G.BISSEAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TOCHAD	TOTAL SAHEL
1. OCDE	39,4	33,8	30,4	27,7	27,0	61,0	53,0	25,3	42,0
APD	12,2	8,0	0,4	17,2	4,6	10,8	19,0	6,7	10,4
Marchés capitaux	27,2	25,8	30,0	10,5	22,4	50,4	43,0	18,6	31,6
2. MULTILATERALES	52,8	36,7	37,6	27,4	22,7	24,2	22,4	51,5	26,9
dont : à conditions libérales	49,0	31,0	37,6	26,9	15,3	19,9	15,1	50,9	22,4
3. CREDIT FMI	—	10,9	1,1	5,8	2,0	5,9	9,0	5,5	6,5
4. AUTRES CREANCIERS	7,6	18,5	30,9	39,1	48,3	8,6	15,3	17,6	25,0
TOTAL DETTE	100	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCES : OCDE, - Statistique de la dette extérieure des pays et territoires en développement des pays du CAEM
et de certains autres pays et territoires - 1987

1) Les données relatives au Cap-Vert ne sont pas disponibles d'après la source utilisée

TABLEAU 7

STRUCTURE DE LA DETTE (1) PAR BAILLEURS A FIN 1985
(en pourcentage de la dette Totale)

	BURKINA F	CAP-VERT	GAMBIE	G. BISSEAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD
A) CREDITEURS PUBLICS	95,8	98,2	89,1	88,1	97,1	92,5	80,9	87,5	85,5
- multilatéraux	68,6	71,4	61,6	63,2	39,3	28,3	43,1	32,5	48,4
- bilatéraux	27,2	26,8	27,5	24,9	57,8	64,2	37,8	55,0	37,1
B) CREDITEURS PRIVES	4,2	1,8	10,9	11,9	2,9	7,5	19,1	12,5	14,5
- crédits fournisseurs	0,9	-	4,4	2,5	1,4	3,8	1,1	0,3	7,1
- marchés financiers	3,3	1,8	6,5	9,4	1,5	3,7	18,0	12,2	7,4
DETTE TOTALE (A+B)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1) Dette publique et à garantie publique inclus les montants engagés mais pas encore versés

SOURCE : Banque Mondiale

TABLEAU 8

**TAUX DE CROISSANCE DE L'ENCOURS DE LA DETTE ET DU SERVICE
DE LA DETTE, 1975-1985 (1) (2)**
(en pourcentage)

	DETTE			SERVICE DE LA DETTE		
	1975-80	1980-85	1975-85	1975-80	1980-85	1975-85
BURKINA FASO	371,0	66,2	682,8	226,9	54,7	413,4
CAP-VERT	..(3)	348,5	-	-	..(3)	-
GAMBIE	918,6	71,1	1643,2	100,0	912,5	..(3)
GUINEE-BISSEAU	..(3)	74,2	..(3)	-	161,5	-
MALI	112,1	91,5	287,0	196,8	298,9	1084,3
MAURITANIE	287,6	86,3	621,9	24,4	161,3	97,4
NIGER	257,6	98,3	609,1	380,2	72,0	725,9
SENEGAL	228,2	107,0	579,4	357,8	-50,5	126,6
TCHAD	120,2	-22,0	71,8	-60,9	224,0	26,6
TOTAL SAHEL	218,4	87,3	496,3	176,0	16,9	222,7

SOURCE : Banque Mondiale, op. cit.

1) Il s'agit de la dette à long terme, déboursée, publique et privée à garantie publique

2) Les taux de croissance présentés dans ce tableau sont relatifs aux valeurs exprimées aux taux de change courants. Pourtant, ces pourcentages comprennent l'incidence des réalignements monétaires.

3) Le taux de croissance n'est pas présenté ; sa valeur aurait été anormalement élevée du fait d'un endettement initial très faible

TABLEAU 9

EVOLUTION DES RAPPORTS DETTE/PNB ET DETTE POPULAIRE

	DETTE/PNB (%)				DETTE/EXPLOITATIONS (%)				DETTE/POPULATION (\$ US)			
	1976	1980	1985	1976	1980	1985	1976	1980	1976	1980	1985	* 1985
BURKINA FASO	12,3	23,1	50,4	13,5	54,1	68,4	158,4	370,6	158,4	370,6	793,8	
CAP-VERT		18,3	67,8		6,8	28,0		505,0		505,0		
GAMBIE		59,3	155,7		21,1	31,6		426,5		426,5		
GUINEE-BISSEAU		130,2	190,1		16,0	23,7		1183,6		1183,6		
MALI	64,8	54,3	129,4	64,8	208,6	195,7	397,6	354,9	397,6	354,9	854,5	
MAURITANIE	200,4	122,4	230,1	252,8	536,6	872,6	198,8	422,9	198,8	422,9	395,0	
NIGER	14,8	47,6	75,0	23,8	156,4	180,6	130,2	152,4	130,2	152,4	461,9	
SENEGAL	16,8	45,0	101,5	65,8	225,9	374,2	78,9	269,7	78,9	269,7	466,5	
TCHAD	19,1	40,7	23,0	22,9	45,4	32,4	149,2	286,9	149,2	286,9	142,7	
TOTAL SAHEL		49,9	98,9		142,0	212,1		274,0		274,0	625,3	

SOURCES : a) Banque Mondiale - World debt tables - 1986/87

b) Banque Mondiale - World development Report, 1978 (Pop. et PIB, 1976)

TABLEAU 10

	1975	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	8,2	5,0	3,7	4,0	4,9
CAP-VERT	0,0	0,9	4,3	7,1	5,0
GAMBIE	2,9	0,6	3,1	2,6	3,4
GUINEE-BISSEAU	0,0	3,0	1,6	2,4	4,0
MALI	0,9	1,3	1,4	1,5	2,6
MAURITANIE	21,0	3,6	2,8	3,2	5,3
NIGER	7,2	4,5	8,0	6,2	5,7
SENEGAL	29,6	13,9	3,0	4,1	3,6
TCHAD	7,3	1,2	0,1	2,2	5,0
TOTAL SAHEL	8,2	6,2	3,4	3,6	4,2

SOURCES : Banque Mondiale, - World debt tables-, 1986-1987

TABLEAU 11
STRUCTURE DU SERVICE DE LA DETTE, 1975-1985

		1975 (%)	1980 (%)	1983 (%)	1984 (%)	1985 (%)	Service de la dette absolue 1985 (M. \$ US)
BURKINA FASO		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	Intérêt (INT)	28,8	37,5	50,0	35,3	37,1	26,7
	Principal (PR)	71,2	62,3	50,0	64,7	62,9	
CAP-VERT		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	0,0	50,0	66,6	60,0	60,0	4,6
	PR	0,0	50,0	33,3	40,0	40,0	
GAMBIE		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	0,0	50,0	28,5	33,3	25,0	8,1
	PR	100,0	50,0	71,4	66,6	75,0	
GUINEE-BISSEAU		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	0,0	23,1	0,0	0,0	20,0	10,2
	PR	0,0	76,9	100,0	100,0	80,0	
MALI		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	25,0	35,7	42,8	40,0	34,2	37,9
	PR	75,0	64,3	57,2	60,0	65,8	
MAURITANIE		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	13,8	42,8	62,1	53,4	34,6	78,4
	PR	86,2	57,2	37,8	46,6	65,3	
NIGER		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	28,4	41,3	49,3	43,1	44,7	66,9
	PR	71,6	58,7	50,7	56,9	55,3	
SENEGAL		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	47,0	31,6	69,4	59,3	46,8	88,6
	PR	53,0	68,4	30,6	40,7	53,1	
TCHAD		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	21,5	0,0	33,3	0,0	25,0	8,1
	PR	78,5	100,0	66,7	100,0	75,0	
TOTAL SAHEL		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
	INT	29,3	34,3	56,5	49,2	40,3	329,5
	PR	70,7	65,7	43,5	50,8	59,7	

SOURCE : Banque Mondiale, -
World debt tables, 1986-1987

TABLEAU 12

COUT COURANT DES INTERETS EN POURCENTAGE
DE L'ENCOURS DE LA DETTE VERSEE (à long terme)

		1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	2,4	2,1	2,0	1,5	2,0
CAP-VERT	-	n	2,9	4,1	2,8
GAMBIE	-	n	1,1	1,0	1,4
GUINEE-BISSEAU	-	n	n	n	n
MALI	n	n	n	n	n
MAURITANIE	2,9	1,7	1,9	1,9	2,0
NIGER	2,1	4,0	5,7	3,7	3,8
SENEGAL	6,3	5,9	2,7	3,3	2,2
TCHAD	1,6	-	-	-	1,3
TOTAL SAHEL	2,7	2,7	2,3	2,2	2,0

SOURCE : Banque Mondiale, - World Debt Tables,

1986-87 n = négligeable

TABLEAU 13

REMBOURSEMENT DE CAPITAL EN POURCENTAGE DE L'ENCOURS
DE LA DETTE VERSEE (en pourcentage)

	1975	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	5,8	3,5	2,0	2,8	3,4
CAP-VERT	-	n	1,5	3,0	2,3
GAMBIE	3,0	n	3,0	2,7	3,1
GUINEE-BISSEAU	-	2,4	1,7	2,9	2,5
MALI	n	n	n	1,0	1,9
MAURITANIE	18,1	2,3	1,2	1,6	3,7
NIGER	5,2	5,7	5,8	4,9	4,7
SENEGAL	7,1	12,7	1,1	2,1	2,3
TCHAD	5,9	1,3	n	2,1	4,1
TOTAL SAHEL	5,9	5,2	1,8	2,2	3,0
AFRIQUE AU SUD DU SAHARA	6,3	5,3	5,3	6,8	7,6

SOURCE : Banque Mondiale, World Debt
tables 1984 - 1987

n = Négligeable

TABLEAU 14 •

REMBOURSEMENT DE PRINCIPAL PAR CATEGORIES DE PRETEURS, 1985
(en pourcentage de l'encours de la dette respectif)

CREDITEURS	BURKINA F	CAP-VERT	GAMBIE	G. BISSEAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD
a) CREDITS OFFICIELS	1,3	2,3	2,2	4,3	1,8	3,8	4,1	2,1	1,1
- MULTILATERAUX	1,6	1,3	2,0	-	3,2	8,9	4,7	3,7	1,4
- BIRD	-	-	-	-	-	1,2	-	5,1	-
- AID	n	-	n	-	n	n	n	n	2,3
- BILATERAUX	n	4,1	2,5	9,7	1,1	1,8	3,7	1,3	n
B) CREDITEURS PRIVES	30,0	-	7,5	2,1	5,2	3,0	6,5	3,6	15,6
CREDITS FOURNISSEURS	14,0	-	5,1	1,0	3,2	n	23,9	1,6	16,4
MARCHES FINANCIERS	35,0	-	9,7	-	7,1	5,8	5,3	3,3	14,8
c) TOTAL (a + b)	3,4	2,3	3,1	2,5	1,9	3,7	4,7	2,3	4,1

SOURCE : Banque Mondiale, World debt tables 1986-1987

TABLEAU 15
LES COEFFICIENTS DU SERVICE DE LA DETTE (1)
(valeurs en pourcentage)

	1975	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	5,5	7,5	13,8 (1)	12,3 (1)	21,8 (1)
CAP-VERT	..	..	..	..	..
GAMBIE a)	0,6	1,2	8,3	6,7 (1)	12,9 (1)
b)	..	..	14,6	..	..
GUINEE-BISSEAU	..	..	20,6	21,3	77,8
MALI	3,4	3,6	6,9	8,5	17,6
MAURITANIE	20,8	11,1	10,5	13,1	21,1 (1)
NIGER	4,7	6,0	19,7	19,2	26,7
SENEGAL	5,6	20,1	9,4 (1)	14,0 (1)	18,8 (1)
TCHAD	6,2	3,6	0,3	2,2	10,1

NOTES : Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

SOURCE : Banque Mondiale et Secrétariat de l'OCDE

TABLEAU 16
RESERVES BRUTES EN DEVISES : NOMBRE DE MOIS D'IMPORTATIONS

	1975	1980	1983	1984	1985	Pro-memoria Niveau des réserves brutes en 1985 (millions de \$ US)
BURKINA FASO	3,3	1,5	3,7	5,2	6,5	143
CAP-VERT	"	"	"	"	"	"
GAMBIE	5,5	0,4	0,3	0,3	0,2	2
GUINEE-BISSEAU	"	"	"	"	"	"
MALI	0,2	0,6	0,6	0,8	0,8	29
MAURITANIE	1,8	3,6	2,1	1,8	3,1	63
NIGER	2,5	1,6	1,3	2,8	3,8	140
SENEGAL	0,	0,2	0,3	0,1	0,2	15
TCHAD	0,2	1,7	2,2	2,5	2,5	37

SOURCE : FMI, -International financial statistics - diverses éditions

(1) Importations de biens seulement

TABLEAU 17

SERVICE DE LA DETTE (EN TERMES REELS), TERMES DE L'ECHANGE ET POUVOIR D'ACHAT
DES EXPORTATIONS, 1975 - 1985
(Nombre indices, 1980 = 100)

		1975	1983	1984	1985
BURKINA FASO					
↓ Service de la dette		72,9	102,9	115,9	178,2
(en termes réels)					
↓ termes de l'échange		114	110	117	104
↓ ↓ Pouvoir d'achat des		87	71	101	83
exportations					
GAMBIE					
↓		87,5	937,5	862,5	1162,5
↓		133	113	158	139
	↓ ↓	276	174	174	167
MALI					
	↓	61,1	170,5	237,9	453,7
	↓	108	115	116	105
	↓ ↓	48	90	100	97
MAURITANIE					
	↓	236,3	139	165,7	300,3
	↓	132	101	95	94
	↓	160	177	176	223
NIGER					
	↓	38,6	203,9	164,8	-188,9
	↓	134	92	81	76
	↓ ↓	30	55	44	43
SENEGAL					
	↓	42,8	34,9	52,6	56,3
	↓	172	87	98	92
	↓ ↓	186	96	127	112
TCHAD					
	↓	472	12	144	536
	↓	110	110	108	99
	↓ ↓	126	114	173	124

SOURCES : ↓ Banque Mondiale, - World Debt Tables- 1986-87

↓ ↓ CNUCED, - Manuel de statistiques du Commerce

International et du Développement, - 1986

TABLEAU 18

DEPENDANCE DE L'AIDE-EXTERIEURE (1), 1983-1985
(EN POURCENTAGE)

	1983	1984	1985
BURKINA FASO	63,7	89,4	67,7
CAP-VERT	74,9	76,1	61,7
GAMBIE	36,6	54,7	53,3
GUINEE-BISSEAU	98,8	115,0	96,3
MALI	62,2	87,0	104,4
MAURITANIE	77,4	69,8	87,4
NIGER	49,9	49,1	76,2
SENEGAL	31,0	36,8	34,3
TCHAD	60,7	67,4	95,6

SOURCES : OCDE ET CNUCED

(1) Total de l'aide de toutes provenances en pourcentage des importations

ANNEXE 1

A) SERVICE DE LA DETTE EN VALEUR COURANTE (en millions de \$US)

	1975	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	5,2	17,0	15,6	17,2	26,7
CAP-VERT	-	0,2	3,0	5,2	4,6
GAMBIE	0,4	0,8	6,7	6,0	8,1
GUINEE-BISSAU	-	3,9	3,1	5,3	10,2
MALI	3,2	9,5	14,4	19,9	37,9
MAURITANIE	39,7	30,0	37,1	43,2	78,4
NIGER	8,1	38,9	73,0	58,3	66,9
SENEGAL	29,1	179,0	56,9	83,5	88,6
TCHAD	5,4	2,5	0,3	3,2	8,1
TOTAL DES PAYS DU CILSS	102,1	281,8	210,1	242,7	329,5

SOURCE : Banque Mondiale, World debt tables, 1986 1987

B) SERVICE DE LA DETTE (en millions de \$)

	1982	1983	1984	1985
BURKINA FASO	27	23	26	33
CAP-VERT	2	3	7	5
GAMBIE	13	10	10	15
GUINEE-BISSAU	3	3	7	19
MALI	33	15	24	52
MAURITANIE	55	54	56	96
NIGER	172	128	106	96
SENEGAL	108	117	157	155
TCHAD	2	2	8	9
TOTAL DES PAYS DU CILSS	415	355	401	480

SOURCE : OCDE - Financement et dette extérieure des pays
en développement - Etude 1986

ANNEXE 2

INTERET SUR LA DETTE, 1975-1985 (millions \$US)

	1975	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO	1,5	6,4	7,7	6,0	9,9
CAP-VERT	0,0	0,1	2,0	3,0	2,5
GAMBIE	0,0	0,4	1,8	1,7	2,6
GUINEE-BISSAU	0,0	0,9	0,4	0,5	1,9
MALI	0,8	3,4	6,8	8,2	12,5
MAURITANIE	5,5	12,8	22,8	25,4	27,8
NIGER	2,3	16,1	36,2	25,1	30,2
SENEGAL	18,4	56,7	40,9	51,1	43,5
TCHAD	1,4	0,0	0,1	0,2	2,0
TOTAL DES PAYS DU CILSS	29,9	96,8	118,7	119,2	132,9
Service de la dette	102,1	281,8	210,1	242,2	329,5
ENCOURS DE LA DETTE	1107,6	3561,4	5168,0	5499,0	6604,0
Intérêt en % de l'encours de la dette	2,7 %	2,7 %	2,3 %	2,2 %	2,0 %

SOURCE : Banque Mondiale, World debt tables - 1986, 1987

ANNEXE 3

VERSEMENTS ANNUELS AU TITRE DU SERVICE DE LA DETTE EN POURCENTAGES DES IMPORTATIONS 1975 - 1985 (en pourcentage)

	1975	1980	1983	1984	1985
BURKINA FASO a)	3,4	4,7	5,4	8,2	11,9
BURKINA FASO b)	5,3	4,7	14,4	12,3	-
CAP-VERT	-	-	-	0,06	-
GAMBIE	-	-	5,8	6,1	8,6
GUINEE-BISSAU a)	-	7,1	4,8	11,0	17,0
GUINEE-BISSAU b)	-	-	3,1	8,3	-
MALI a)	1,8	2,2	4,2	5,4	10,4
MALI b)	3,4	3,9	3,8	4,9	-
MAURITANIE a)	22,4	10,5	16,3	17,6	33,5
MAURITANIE b)	23,7	14,3	18,9	19,1	-
NIGER a)	8,0	6,5	20,9	17,7	16,7
NIGER b)	8,9	6,5	32,8	33,9	-
SENEGAL a)	6,7	17,0	8,5	8,4	9,7
SENEGAL b)	-	-	6,4	14,9	-
TCHAD	4,8	3,4	-	1,9	4,3
TOTAL SAHEL	7,0	9,1	7,9	9,5	13,0

SOURCE : a) Banque Mondiale

b) OCDE,

ANNEXE 4

PROJECTION DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE 1983 - 1987 (millions de dollars US)

	1983	1984	1985	1986	1987
BURKINA FASO	15,6	17,3	26,7	51,0	43,5
CAP-VERT	3,0	5,2	4,6	7,1	9,1
GAMBIE	6,7	6,0	8,1	18,5	18,3
GUINEE-BISSAU	3,1	5,3	10,2	15,7	19,9
MALI	14,4	19,9	37,9	60,3	65,2
MAURITANIE	37,1	43,2	78,4	197,9	181,5
NIGER	73,0	58,3	66,9	149,8	163,0
SENEGAL	56,9	83,8	88,6	251,6	186,8
TCHAD	0,3	3,2	8,1	9,5	7,6
TOTAL SAHEL	210,1	452,3	781,8	1543,2	194,9

SOURCE : Banque Mondiale, - World debt tables, 1986 - 1987

ANNEXE 5

SERVICE DE LA DETTE EN TERMES DE POUVOIR D'ACHAT
(en millions de dollars)

DES IMPORTATIONS (1)

	Valeurs absolues					Indices 1980 = 100				
	1975	1980	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1984	1985
BURKINA FASO	12,4	17,0	17,5	19,7	30,3	72,9	102,9	115,9	178,2	
CAP-VERT	-	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-
GAMBIE	0,7	0,8	7,5	6,9	9,3	87,5	937,5	862,5	1162,5	
GUINEE-BISSAU	-	3,9	-	-	-	-	-	-	-	-
MALI	5,8	9,5	16,2	22,6	43,1	61,1	170,5	237,9	453,7	
MAURITANIE	70,9	30,0	41,7	49,7	90,1	236,3	139,0	165,7	300,3	
NIGER	15,0	38,9	79,3	64,1	73,5	38,6	203,9	164,8	188,9	
SENEGAL	76,7	179,0	62,5	94,2	100,7	42,8	34,9	52,6	56,3	
TOCHAD	11,8	2,5	0,3	3,6	8,9	472,0	12,0	144,0	356,0	

SOURCES : a) Banque Mondiale : (service de la dette), b) CNUCED : (indice des prix à l'importation)

1) Déflateur : Indice des prix à l'importation

ANNEXE 6

INDICES PRIX DE L'IMPORTATION, TERMES DE L'ECHANGE ET POUVOIR D'ACHAT
DES EXPORTATIONS 1975 - 1985

A) INDICE DES PRIX A L'IMPORTATION

	1974	1975	1976	1979	1980	1981	1983	1984	1985
BURKINA FASO	40	42	40	84	100	94	89	88	88
CAP-VERT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GAMBIE	52	56	56	83	100	97	89	87	87
GUINEE-BISSAU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MALI	52	55	56	84	100	97	89	88	88
MAURITANIE	52	56	56	82	100	97	89	87	87
NIGER	51	54	55	82	100	99	92	91	91
SENEGAL	48	51	52	77	100	101	91	89	88
TCHAD	50	54	55	82	100	99	91	90	91

ANNEXE 6 (cont.)

B) TERMES DE L'ECHANGE

	1974	1975	1976	1979	1980	1981	1983	1984	1985
BURKINA FASO	124	114	122	115	100	109	110	117	104
CAP-VERT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GAMBIE	130	133	121	124	100	130	113	158	139
GUINEE-BISSAU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MALI	109	108	138	109	100	110	115	116	105
MAURITANIE	123	132	138	103	100	95	101	95	94
NIGER	139	134	126	113	100	84	92	81	76
SENEGAL	151	172	150	111	100	104	87	98	92
TCHAD	94	110	135	101	100	105	110	108	99

C) POUVOIR D'ACHAT DES EXPORTATIONS

	1974	1975	1976	1979	1980	1981	1983	1984	1985
BURKINA FASO	76	87	106	102	100	86	71	101	83
CAP-VERT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GAMBIE	292	276	200	225	100	90	174	174	167
GUINEE-BISSAU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MALI	60	48	74	86	100	78	90	100	97
MAURITANIE	176	160	163	92	100	138	177	176	223
NIGER	18	30	43	96	100	81	55	44	43
SENEGAL	171	188	191	146	100	92	96	127	112
TCHAD	103	126	152	150	100	118	114	173	124

SOURCE : CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1985.

ANNEXE 7

INDICATEURS DE GESTION DE LA DETTE EXTERIEURE

PAYS	Coefficient du service de la dette			Ressources financières brutes en % des importat			Service de la dette en % des ressources financières		
	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985
BURKINA FASO	13,8	12,3	21,8	31,0	24,5	24,5	17,4	33,4	48,4
CAP-VERT				21,4	18,9	16,4	17,5	32,7	24,9
GAMBIE	8,3	6,5	12,9	11,6	15,0	22,9	50,4	40,8	37,7
GUINEE-BISSEAU	20,6	21,3	77,8	24,9	77,9	87,3	19,1	14,2	19,5
MALI	6,9	8,5	17,6	45,4	33,2	28,8	9,2	16,3	35,9
MAURITANIE	10,5	13,1	21,1	83,8	43,6	36,7	19,5	40,3	91,3
NIGER	19,7	19,2	26,7	36,7	22,0	18,8	57,1	80,2	89,2
SENEGAL	9,4	14,0	18,8	30,8	20,4	25,1	17,8	41,1	41,0
TCHAD	0,3	2,2	10,1	8,8	3,6	4,2	2,2	52,5	101,2

SOURCES : * Banque Mondiale, -World Debt Tables-, 1986-87

* CNUCED, -Manuel de statistiques du Commerce

* International et du Développement, 1986

ANNEXE 8
PAYS DU SAHEL
EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES
(en millions de dollars)

	1980	1983	1984	1985	1986
BURKINA FASO	-48,7	-60,1	-3,5	..	..
CAP-VERT	..	..	..	..	..
GAMBIE	-75,1	-33,0	7,9	6,5	4,1
GUINEE-BISSAU	..	-73,3	-38,1	..	..
MALI	-129,9	-113,2	-116,9	-113,1	-148,7
MAURITANIE	-275,7	-213,6	-111,2	-116,5	-185,8
NIGER	-386,6	-61,8	53,3	-57,2	-5,8
SENEGAL	442,1	-289,4	-273,9	..	..
TCHAD	8,6	37,9	9,0	-87,2	-64,5

SOURCE : FMI, -Statistiques Financières Internationales-,
Février et Mars 1988

ANNEXE 9
OPERATIONS MULTILATERALES D'ALLEGEMENTS DE DETTE
OFFICIELLE EN FAVEUR DES PAYS DU CILSS

PAYS DEBITEUR ET DATE DE L'ACCORD	PERIODE DE CONSOLIDATION	ESTIMATION DU MONTANT REORGANISE (millions de \$)	ECHÉANCE (ANNEES)
GAMBIE Septembre 1986	Oct. 1986 - Sept. 1987	25	10
MAURITANIE - Avril 1985 - Mai 1986	1985 - MARS 1986 Avril 86-Mars 1987	70 30	9 9
NIGER - Novembre 1983 - Novembre 1984 - Novembre 1985 - Novembre 1986	Oct. 1983 - Sept. 1984 Oct. 1984 - Sept. 1985 Déc. 1985 - 4 Déc. 1986 5 Déc. 1986 - 4 Déc. 87	30 30 35 39	9 10 10 10
SENEGAL - Octobre 1981 - Novembre 1982 - Décembre 1983 - Janvier 1985 - Novembre 1986	Juil. 1981 - Juin 1982 Juil. 1982 - Juin 1983 Juil. 1983 - Juin 1984 1985 - Juin 1986 Juil. 1986 - Oct. 1987	75 80 78 110 (90)	9 9 9 9 10

SOURCE : OCDE, - Financement et Dette extérieure des Pays en développement, Etude 1986